

Fin de la trêve hivernale

25 mai 2021

CONTRE les expulsions, les remises à la rue et le logement cher !

POUR le droit au logement, la baisse des loyers et plus de HLM !

ILE - D E - F RANCE

MANIFESTATION Dimanche 30 Mai

A 15h Métro Père Lachaise - PARIS

Après les fortes mobilisations pour le logement du 27-28 mars, dans toute l'Europe et dans 31 villes en France, la fin de la trêve hivernale du 1er juin se rapproche.

Le cauchemar de l'expulsion « manu militari » par la police va cette année frapper aux portes de 30000 familles, 2 fois plus qu'en 2018, parmi lesquelles beaucoup sont prioritaires DALO en attente d'un relogement par le Préfet. Au moins 130 000 familles ont reçu un jugement d'expulsion ordonnant de quitter leur logement. Elles sont déjà sous la pression des huissiers et des commissariats.

Locataires, occupant(e)s et accédant(e)s éreinté(e)s par le logement cher et par la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie sont encore plus nombreux-ses à ne plus pouvoir payer leur loyer ou leur traite, à être assigné(e)s ou bientôt assigné(e)s au tribunal pour expulsion.

Le 1er juin, c'est aussi la remise à la rue de dizaines de milliers de sans-abri hébergé(e)s dans des foyers ou des hôtels pendant l'hiver, sans compter ceux qui

sont déjà dans la rue, en violation des lois qui mettent en place le droit à l'hébergement jusqu'au relogement : **la France compte plus de 300 000 sans-abri**, en hausse constante. C'est également les coupures d'énergie, souvent à distance, pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leur facture.

Des millions de personnes, de tous âges, travailleur-ses ou non, salarié(e)s, indépendant(e)s, avec ou sans papier, sont durement touchées par l'arrêt de nombreux secteurs économiques (restauration, tourisme, culture, loisirs, transports, commerce, artisanat, économie informelle) décidée par le gouvernement. Beaucoup ont épuisé leurs économies lorsqu'elles et ils en avaient, ont emprunté à droite à gauche, font appel à la solidarité alimentaire, afin de payer leur loyer ou leur traite.

Tout au long de la crise sanitaire les milliardaires et les milieux de l'immobilier ont continué à s'enrichir, le Gouvernement s'est encore et encore attaqué aux droits des précaires, des chômeurs-ses, aux migrant(e)s, à notre protection sociale et à nos libertés pour mieux nous bâillonner.

Dans le domaine du logement, il a baissé les APL, réduit les aides à la construction de logements sociaux, encouragé la spéculation immobilière dans les quartiers populaires et poursuivi les grands projets spéculatifs (métropolisation, JO 2024, ANRU), réprimé les campements, criminalisé et sanctionné les occupant(e)s sans titre de locaux vacants et de terrains, tel(le)s les squatteur-ses, voyageur-se-s, habitant(e)s de bidonvilles ou d'habitats alternatifs, premières lignes de la crise du logement.

Face à la crise du logement aggravée par la crise sanitaire, le Gouvernement n'a pris aucune mesure réelle pour prévenir la catastrophe annoncée de la fin de la trêve hivernale de 2021, puis celle de 2022.

Comme les locataires de Berlin pour la baisse des loyers, ou les habitant(e)s en Espagne contre les expulsions, ne nous laissons pas faire, manifestons les 29 et 30 mai et organisons nous pour la suite :

- Un logement abordable, stable, décent, durable et écologique pour tou(te)s, sans discriminations.
- Arrêt des expulsions et des procédures, effacement des dettes de loyer, pas de remises à la rue des sans-abri, ni de coupures d'énergie.

- Arrêt de la répression contre les sans-abris, les habitats alternatifs, les squatteur-ses, les précaires, avec ou sans papiers, les exilé(e)s et dans les quartiers populaires.
- Application réelle de la loi de réquisition, de la loi DALO, du droit à un hébergement jusqu'au relogement, des lois votées pour nous protéger.
- Baisse des loyers tout de suite, taxation des profits de la spéculation, sanctions contre les bailleurs fraudeurs, limitation d'Airbnb & Co.
- Réalisation annuelle de 200 000 vrais logements sociaux et 50 000 logements étudiants, réhabilitation massive sans hausse de loyer, 30% d'HLM dans chaque ville, augmentation des aides à la pierre, arrêt des ventes, des destructions HLM et des projets urbains de gentrification.
- Revalorisation des APL et annulation de la réforme (RLS, gels...).
- Abrogation des lois de répression et de régression (ELAN, Sécurité Globale, réforme de l'assurance chômage).
- Mêmes droits pour les résidents de foyers, Crous, résidences sociales ou étudiantes que pour les locataires.

1^{er} signataires : AC, AFVS, Aitec, ATMF, Attac France, Bagagérue, CGT Energie 75, CISPM, CNAFAL, CNL, CNTPEP CGT, CSP 75, Conf. CGT, Construire!, Copaf, CPHRE, CRLDHT, DAL, Des cris des villes, DIEL, EGM, Fasti, Femmes Egalité, FSU, FTCR, Halem, LDH, MNCP, **Indecosa CGT**, MRAP, Paris d'Exil, Pas Sans Nous, Solidaires étudiant-e-s, Stop Précarité, SUB/CNT-f, UD CGT 75, UJFP, Union Syndicale Solidaires, UTAC, Utopia 56...

Avec le soutien de : EELV 75, PCOF...